

# Budget 2017 et projets de loi de financement de la sécurité sociale : PUBLIC/PRIVE

## les salariés refusent l'austérité !

Pour la neuvième année consécutive la politique budgétaire d'austérité aggrave l'impossibilité de procéder aux dépenses et investissements publics nécessaires pour construire une autre société assurant notamment le plein emploi, la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux, la mise en œuvre d'une nouvelle dynamique de développement.

Cette politique, c'est également la destruction de l'investissement public qui contribue à détruire les emplois et l'industrie du pays.



Cette politique, c'est la destruction des services publics de pleine compétence et de proximité implantés sur l'ensemble du territoire avec des milliers de fermetures, de fusions, de regroupements. Cette politique, ce sont des abandons et des privatisations de missions publiques au détriment tant de la qualité que des principes d'égalité, d'accessibilité et de continuité du service public rendu aux usagers.

Dans le même temps, les personnels sont au bout du rouleau, que ce soit professionnellement ou dans leur vie privée, sans oublier la précarité voir la pauvreté qui s'étendent liées aux bas salaires et aux attaques qui se poursuivent contre le statut, les droits et garanties.

**Dans un tel contexte, le tous ensemble Public/privé l'intervention des personnels est une condition indispensable pour imposer d'autres choix !**

### La santé :

Les deux lois hospitalières HPST (Hôpital, Patient, Santé, Territoire) et la loi Santé (dite de modernisation du système de Santé), ne sont que le côté pile et le côté face d'un seul objectif : la déstructuration du système hospitalier français. En seulement 6 ans ces deux lois complémentaires ont atteint leur objectif et eu les conséquences néfastes suivantes :

135 Groupements Hospitaliers de Territoire qui se substituent aux 850 Etablissements Publics de Santé.

Des conditions de travail qui se dégradent avec, pour conséquence, une pénibilité accrue, des burn out en série, des suicides de professionnel-les qui se multiplient (ceux que l'on connaît et ceux qui restent sous silence).

La mise en place à pas feutrés d'un second statut : plus de 20 % de nos collègues (200 000) sont contractuel-les, avec pour seule perspective la précarité !

Des budgets imposants des restructurations drastiques, en application du pacte de responsabilité infligeant 3,5 milliards d'euros d'économies aux Etablissements Publics de Santé.

Des services entiers fermés, des lits supprimés partout, avec une accélération de ces mesures pendant l'été 2016. Raison première invoquée « il manque des postes de médecins et de personnels non médicaux ». Si elle est en partie vraie, elle n'en reste pas moins programmée d'une politique réfléchie et structurée de réduction de l'offre de soins, créant des déserts médicaux.

**L'Etat entreprise** : Avec la révision générale des politiques publiques (RGPP) Sarkozy a détruit plus de 150 000 emplois dans les fonctions publiques de l'Etat et hospitalière. Avec la modernisation de l'action publique (MAP) de Hollande, seul le sigle change pour une même politique.

Cette accélération brutale des suppressions d'emplois ajoutés aux suppressions continues depuis plus de 20 ans a rendu les services exsangues. **Qu'a cela ne tienne, les méthodes patronales les plus dures sont en œuvre aujourd'hui dans l'administration** : restructurations et fusions de services à marche forcée, mobilité imposées, introduction de la redoutable « méthode lean », amplification et durcissement du management par objectif et de la rémunération au mérite. Par exemple, un catégorie B du ministère de l'écologie a aujourd'hui 24 % de prime dans son net à payer avec une modulation au mérite possible de 18 % !

**Comme dans le privé, les Résultats de cette politique, partout dans les ministères et services, c'est l'explosion de la souffrance au travail, des arrêts maladie et malheureusement des dépressions et suicides !!**

**La Territoriale , rejoint l'Etat sur le contenu et les méthodes de destruction :**

L'extension de la RGPP aux administrations territoriales appelée de ses vœux par Sarkozy dans son discours de Cahors en 2008, prend de l'ampleur. S'ajoutent la loi de réforme des collectivités territoriales de 2010, la loi MAPTAM et la Loi Notre qui ont durablement installé la destruction des services publics de proximité

# Le pacte de responsabilité

Pour l'essentiel, c'est lui qui détourne l'argent destiné aux services publics est responsables des suppressions de postes, des fermetures de services, des dégradations de l'offre de service aux usagers, des conditions de travail dégradées et enfin des fusions des collectivités qui éloignent encore plus les citoyens de l'échelon démocratique de proximité. Les élus des métropoles et des communautés de communes ne le sont pas directement par les citoyens et ils votent pourtant des décisions lourdes de conséquences sur la vie quotidienne : déplacement, état des routes, gestion des écoles, etc....

**L'Union Départementale CGT de Haute-Garonne appelle les personnels, de toutes les professions et dans l'ensemble des entreprises et services à s'investir dans la journée d'actions du 29 novembre pour :**

- la réduction du temps de travail à 32 heures
- le renforcement de nos droits et garanties collectives
- une protection sociale de qualité pour toutes et tous
- des lois de finances et de financement de la sécurité sociale rompant avec les logiques d'austérité.
- la défense et le développement des missions publiques
- Des mesures générales immédiates pour l'augmentation des salaires sur la base du salaire minimum à 1800 €
- L'abrogation du RIFSEEP et de tous les dispositifs de salaires au mérite
- la fin des suppressions d'emplois et la création de postes statutaires
- l'arrêt des réformes de destructions des services publics (Etat, Santé, Territoriale) et la reconquête de services publics de plein exercice et de proximité

**En s'appuyant sur les nombreuses actions en cours, faisons du 29 novembre une étape dans le renforcement du processus de luttes !**

**RASSEMBLEMENT devant la  
préfecture à 12h30  
Départ en Manifestation  
vers St Cyprien 13h30**